



BILAN ENQUETE DGOS Mise en œuvre de l'arrêté du 6 avril 2011





Véronique Pellissier

4 décembre 2013

Objectifs nationaux



Objectifs

- > Evaluation de la mise en place d'une politique, visibilité nationale
- Benchmarking (régions, professionnels)
- > Anonyme, volontaire
- Marge de manoeuvre pour des actions d'appui, accompagnement
- Mesure un temps donné
- Coordination par les OMEDIT

Echéances



Arrêté du 6 avril 2011 - Calendrier

Avril 2013

Octobre 2012

Etude des risques Système de déclaration interne

Formalisation de l'organisation Planification des

actions

d'amélioration

Avril 2012

Engagement de la direction dans le cadre du SMQ Dispositions organisationnelles Responsabilité Communication

Exigences générales du SMQ Système

documentaire – Maîtrise de ce système

Formation du personnel

Direction générale de l'offre de soins - DGOS

Méthodologie

- Questionnaire
 - 2 types de questions
 - Questions d'ordre générale : typologie des ES, informatisation
 - 19 questions relatives à l'arrêté du 6 avril 2011
- Champ de l'enquête
 - les 26 régions
 - tous les établissements sanitaires

Questionnaire

А	В	С	D	Е
Nom de l'établissement A PRECISER				
Date				
Questions	Choix multiples	Cocher la case correspondante à la situation de votre établissement	Commentaire ou précision de l'établissement	
Niveau d'informatisation du circuit du médicament de l'établissement	Prise en charge médicamenteuse (PEM) totalement			
	informatisée de la prescription à l'administration			
	PEM informatisée pour une partie au moins de la prescription à l'administration			
	% moyen de lits informatisés (numérateur= nombre de lits et places bénéficiant du circuit informatisé du médicament (prescription - dispensation - administration)	A renseigner		
	dénominateur=nombre de lits et places installés) Pas du tout			
1. Une politique d'amélioration de la qualité de la prise en charge médicamenteuse est-elle mise en place dans l'établissement ?* * Etablie seulement si assortie d'objectifs, avec calendrier de mise en œuvre et indicateurs de suivi	En projet Etablie*			
	En cours			
	Absente			
▶ № Fnauête Feuil? Feuil? 🎾	4		1111	

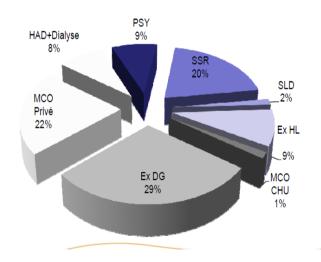
Mise en œuvre

- Instruction aux 26 ARS
- Appui des OMéDIT
- Calendrier
 - Recueil du 7 mai au 5 juin
 - Transmission DGOS juin 2013
 - Bilan de synthèse DGOS août 2013

Typologie des ES participants



- ▶ 23 régions
- ➤ 1 371 établissements participants sur 2 590 (53%)
 - 828 signataires du CBU (60%)
 - 543 non signataires du CBU (40%)



Bilan interrégional

192 ES sur 306 (63%)

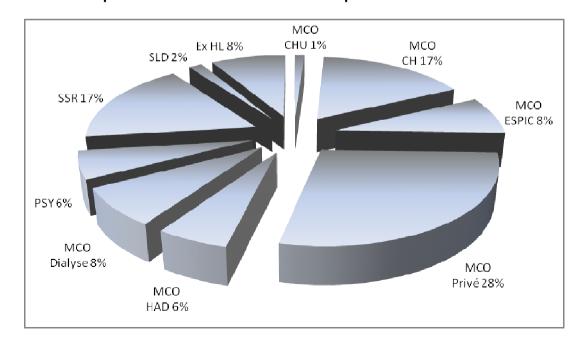


129 ES signataires du CBU

représentant 63% des répondants à l'enquête

63 non signataires du CBU

représentant 37% des répondants



Résultats

- L'enquête concernait l'ensemble des établissements de santé publics et privés, MCO, psychiatrie,SSR, SLD et Exhôpitaux locaux des régions PACA et Corse
- Le choix a été fait de présenter les résultats la région PACA seule

Analyse région PACA

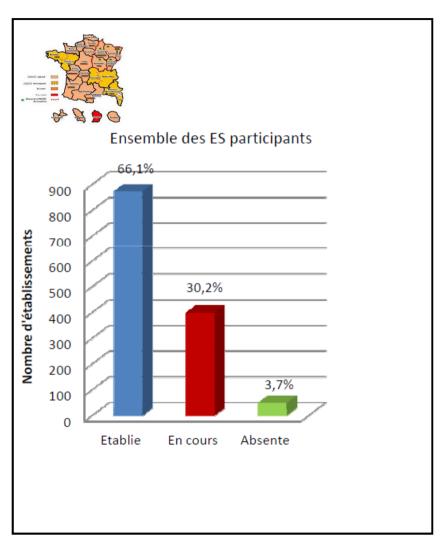
Taux de réponse

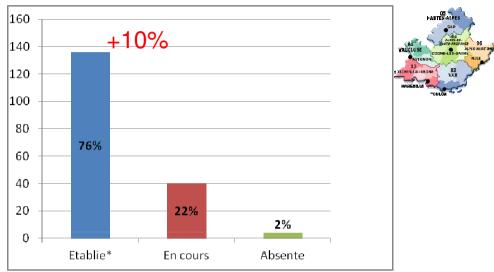
Global 67%

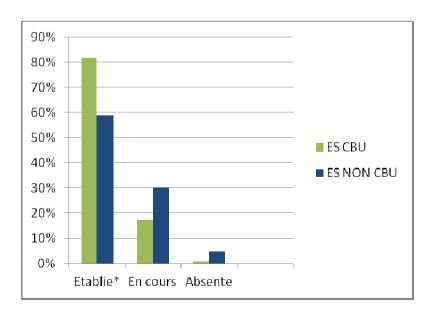


- ES signataires d'un CBU, 95% (121 sur 128 réponses attendues)
- ES non signataires d'un CBU : 37% (59 sur 159 réponses attendues)
- Point sur l'informatisation non réalisé au niveau national donc non repris en région

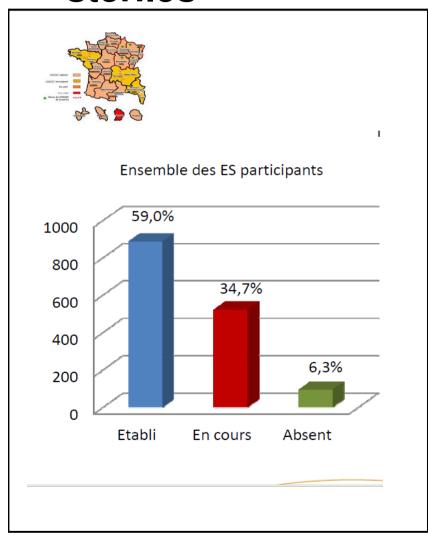
Politique d'amélioration de la qualité de la prise en charge médicamenteuse

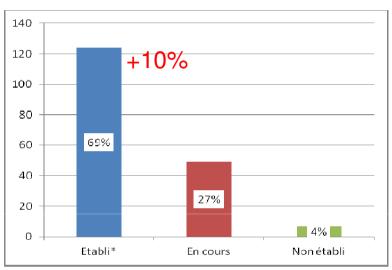




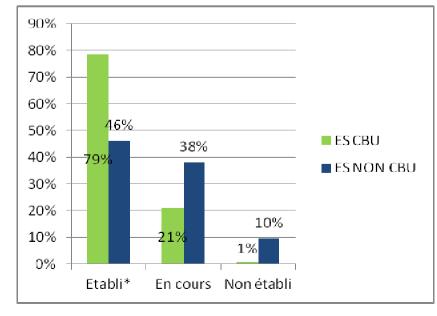


Programme d'actions en matière de bon usage des médicaments et des dispositifs médicaux stériles

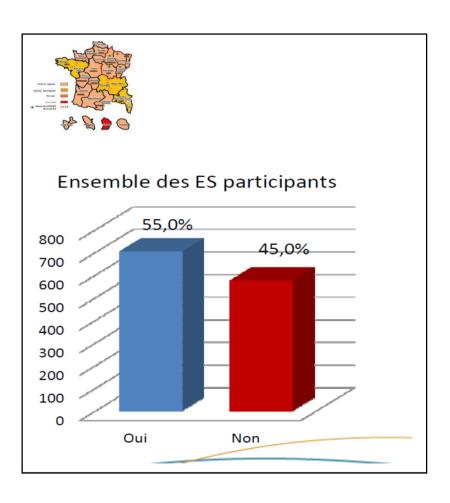


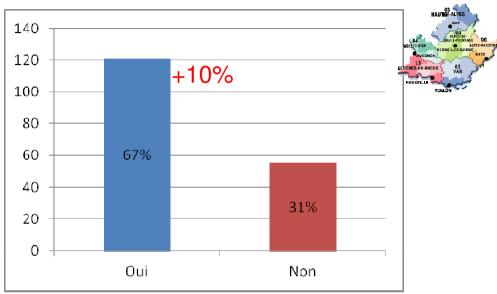


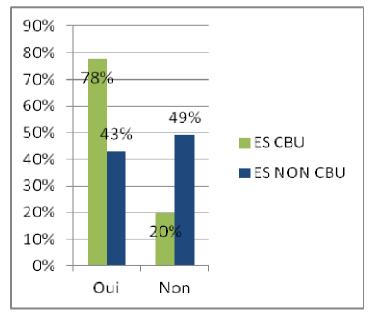




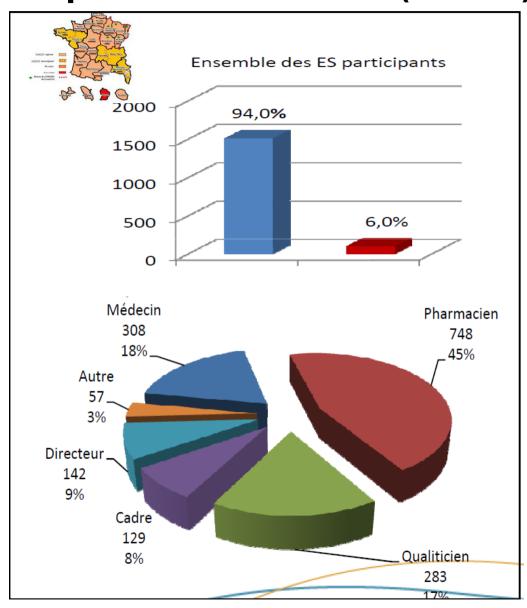
Actions prioritaires : « never events »

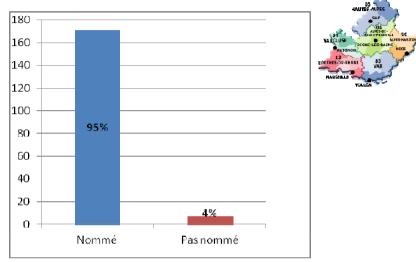


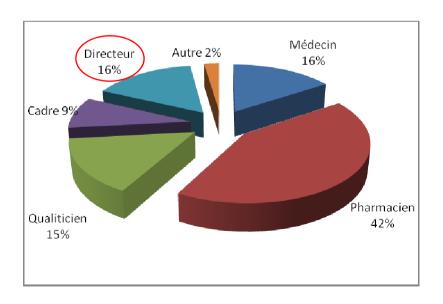




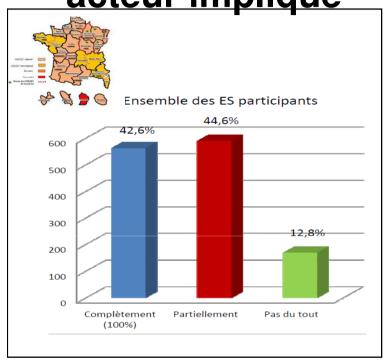
Responsable du système de management de la qualité de la PECM (RSMQ)

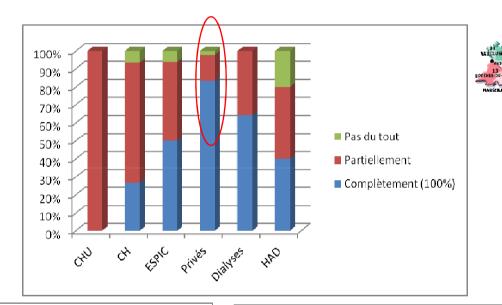


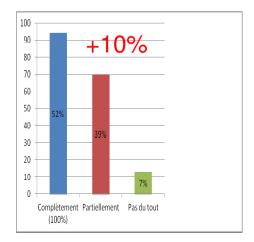


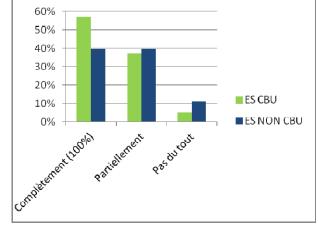


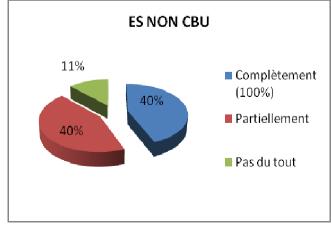
Formalisation des responsabilités, des autorités et les délégations de responsabilité de chaque acteur impliqué





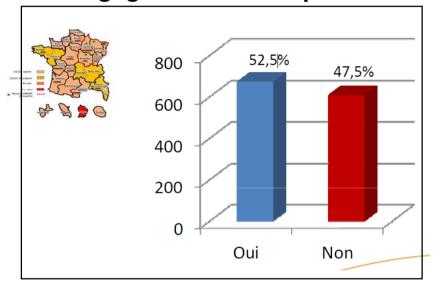


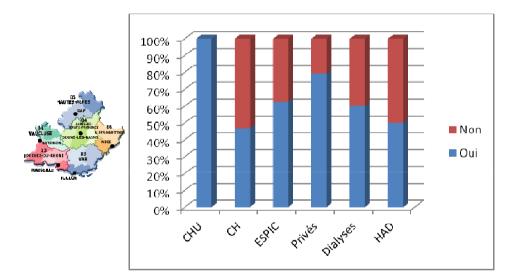


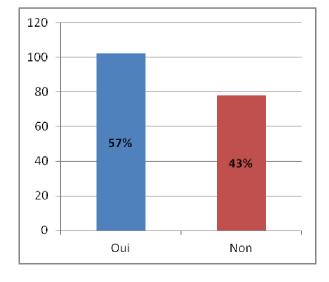


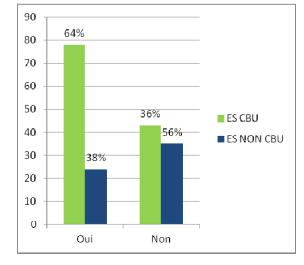
Dispositif de déclaration interne des évènements indésirables, des erreurs médicamenteuses ou des dysfonctionnements

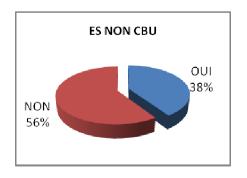
• Engagement de non poursuite des déclarants







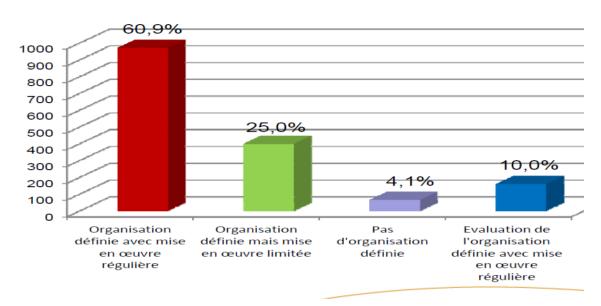




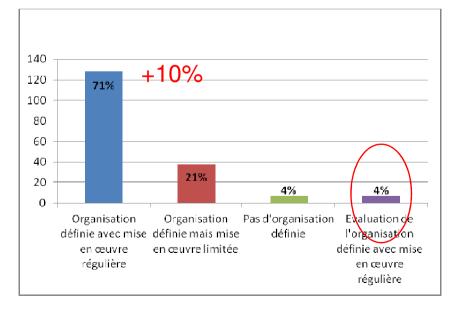
Analyse des évènements a posteriori

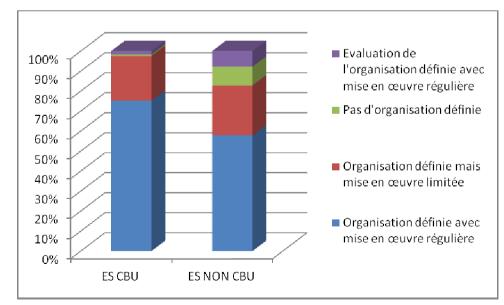
Ensemble des ES participants



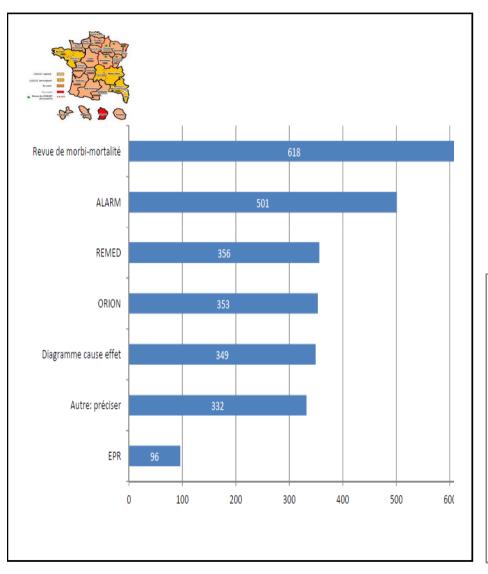


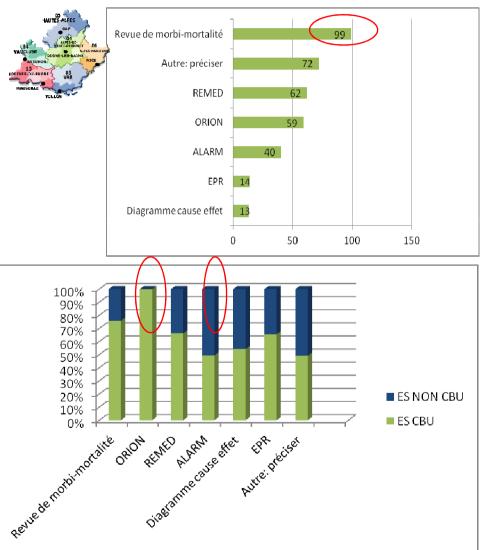






Méthodologies employées pour l'analyse des évènements *a posteriori*

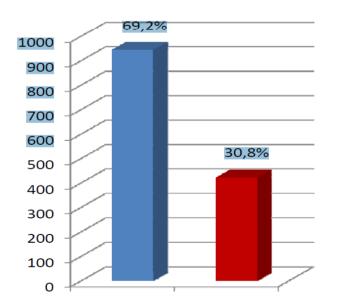




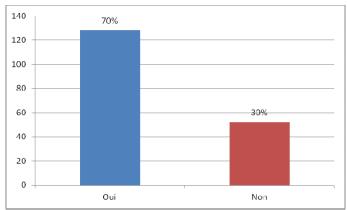
Evolution des déclarations des événements indésirables, des erreurs médicamenteuses ou des dysfonctionnements

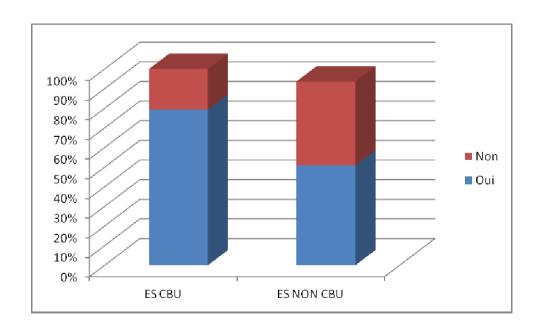


Ensemble des ES participants





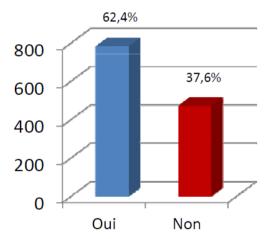


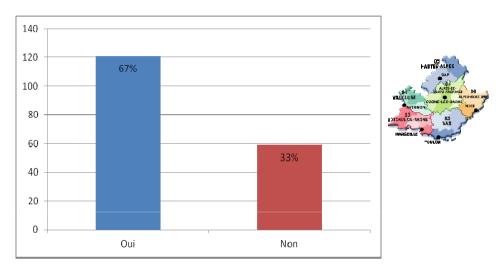


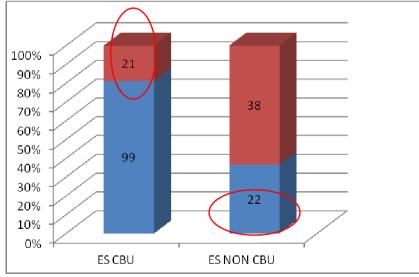
Organisation de retour d'expérience Engagements des ES dans le cadre de l'instruction du 28 septembre 2012



Ensemble des ES participants



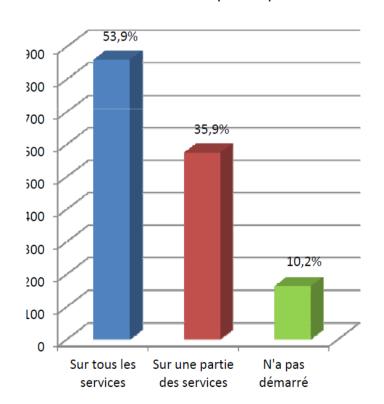




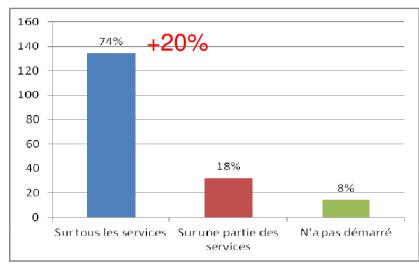
Etude des risques a priori

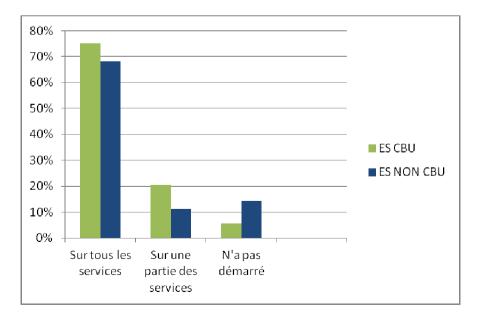








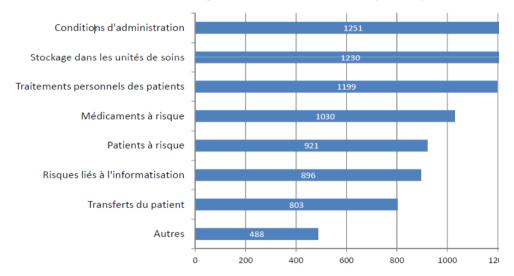




Critères de l'étude de risques a priori

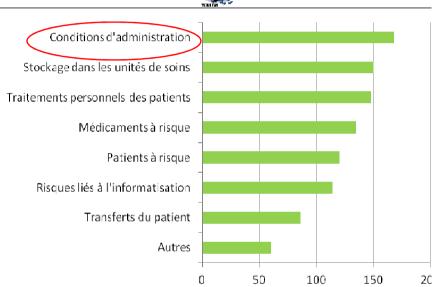


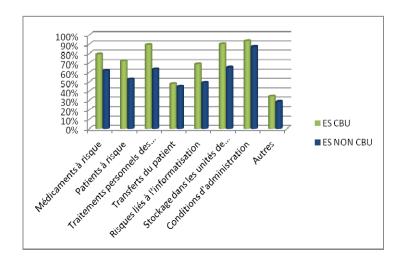
Critères intégrés dans l'étude de risques a priori



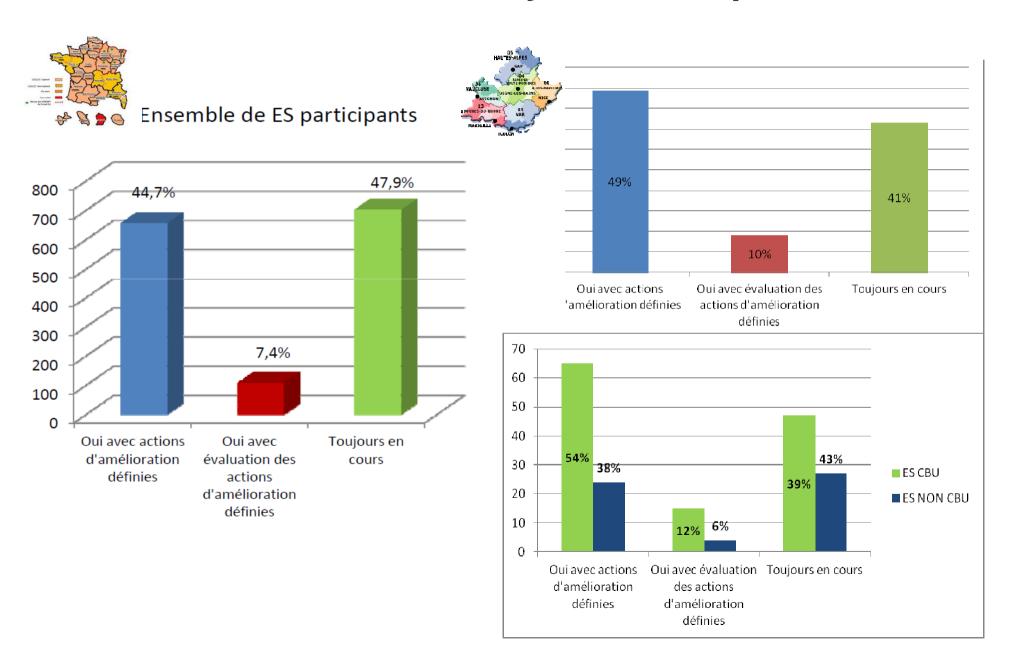
es cités : prescription, approvisionnement, identité patient, organisation...







Démarches d'analyses de risques



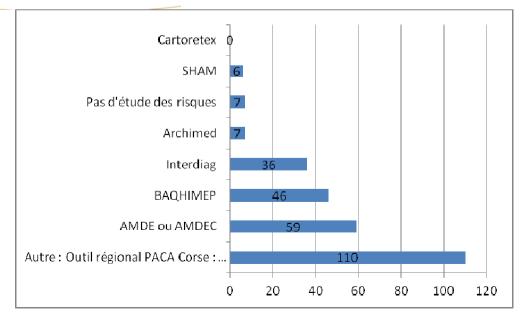
Méthodologies employées pour les études de risques *a priori*





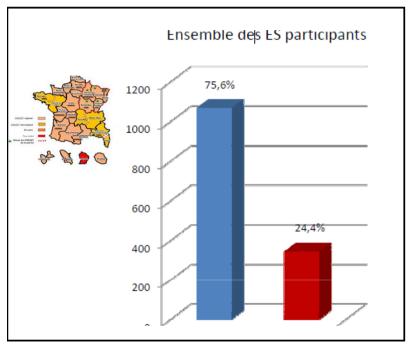


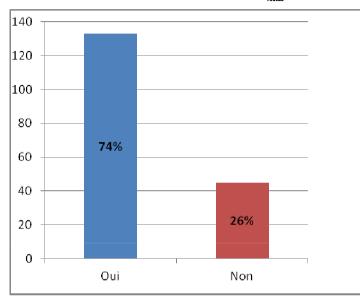
Autres méthodes citées : APR, analyse préliminaire des causes...

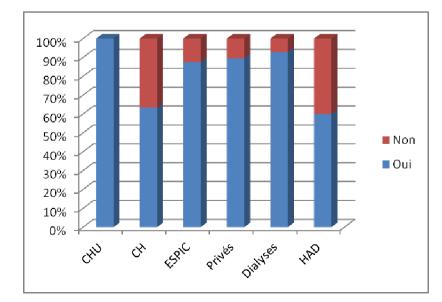


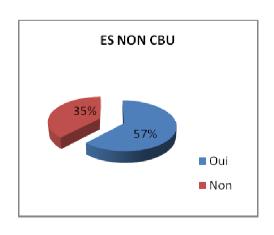
Formations spécifiques



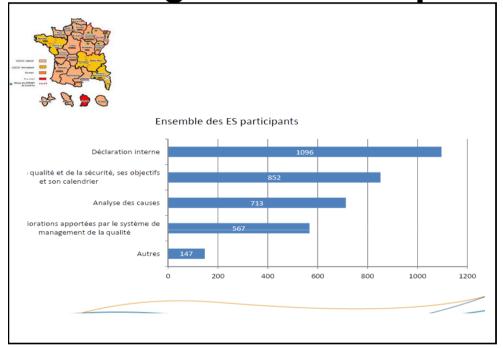


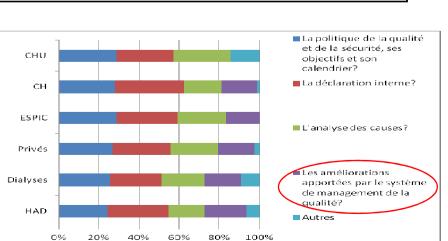




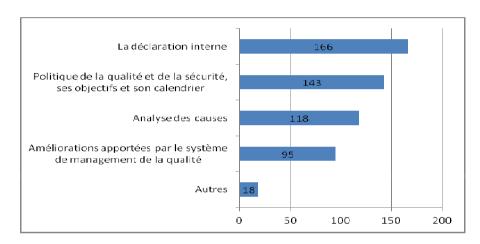


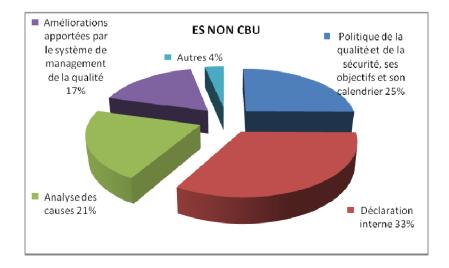
Communication interne relative au management de la qualité de la PECM











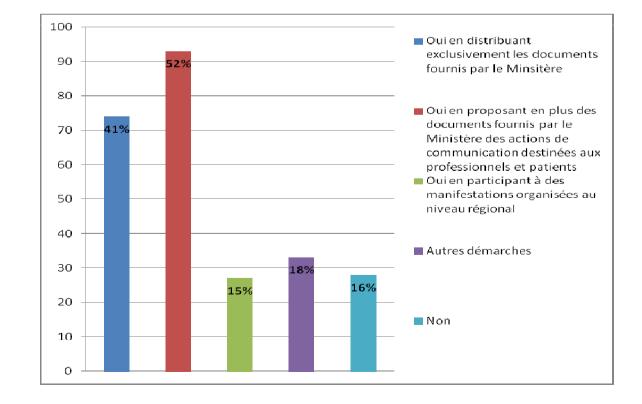
Participation à la semaine sécurité des patients 2012











CONCLUSION

 Forte implication régionale dans la politique de gestion du risque médicamenteux

 La contractualisation est un levier non négligeable de la mise en œuvre d'une politique institutionnelle Merci à tous les établissements de la région d'avoir répondu à cette enquête